

ALFRED REBOUX Propriétaire-Gérant

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le JOURNAL DE ROUBAIX est désigné pour la publication des ANNONCES LEGALES et JUDICIAIRES

ALFRED REBOUX Propriétaire-Gérant

INSERTIONS:

Announces: la ligne. . . 20 c. Réclames: . . . 30 c. Faits divers: . . . 50 c.

Les abonnements et les annonces sont reçues à Roubaix, au bureau du journal, à Lille, chez M. QUARÉ, libraire, Grande-Place; à Paris, chez MM. HAVAS, LAFFITE et C^o, 34, rue Notre-Dame des-Victoires, (place de la Bourse); à Bruxelles, à l'Office de Publicité.

ABONNEMENTS: Roubaix-Tourcoing: 12.50. Nord, Pas-de-Calais, Belgique, 15 fr. Le France et l'Étranger, au prix de poste en sus. Le prix des Abonnements est payable d'avance. — Tous abonnements continus, jusqu'à réclamation d'avis contraire.

Table with financial data: 3 0/0 (Service quinquennal) 67 85, 4 1/2 97 50, Emprunts (5 0/0) 105 00, 10 MAI, 3 0/0 67 85, 4 1/2 97 90, Emprunts (5 0/0) 105 10, Actions Banque de France 3850 00, Société générale 322 00, Crédit foncier de France 745 00, Chemins autrichiens 562 00, Lyon 958 00, Est 585 00, Ouest 635 00, Nord 1242 00, Midi 745 00, Suez 731 09, 3 0/0 Péruvien 21 5/8, Actions Banque ottomane (ancienne) 362 00, Banque ottomane (nouvelle) 000 00, Londres cour 25 21 1/2, Crédit Mobilier 162 00, Turc 12 45.

DEPARTS COMMERCIALES Service particulier du Journal de Roubaix. New-York, 10 mai. Change sur Londres, 4.87 1/2; change sur Paris, 5133/4. Valeur de l'or, 112 5/8. Café good fair, (la livre) 17 3/8. Café good Cargoes, (la livre) 17 7/8. Marché ferme. Dépêches de MM. Schladgenhauffen et C^o représentés à Roubaix par M. Bulteau Grympeux: Havre, 10 mai. Cotons: Ven. tes 800 b. Marché calme, soutenu, ton plutôt plus ferme. Liverpool, 10 mai. Cotons: Ven. tes 10,000 b. Marché soutenu. New-York, 10 mai. Cotons: 12 1/2. Recettes de 4 jours 14,000 b. Dépêches affichées à la Bourse de Roubaix: Liverpool, 10 mai. Cotons: Ven. tes 10,000 ball. Marché soutenu. Havre, 10 mai. Cotons: Ven. tes 800 b. dont 600 Sorocoba, 67 Amérique. Marché lourds. New-York, 10 mai. Recettes 14,000 b. ROUBAIX 10 MAI 1876.

Bulletin du jour C'est aujourd'hui que les chambres se réunissent. Les dispositions que manifestent les divers partis qui aspirent à les dominer ne sont pas de nature à démentir les prévisions pessimistes. La Chambre des députés surtout paraît aborder les travaux législatifs sous l'empire de détestables partis pris. Pourtant nous ne sommes point de ceux qui pensent que la session présente satisfiera pleinement les chefs du radicalisme. Nous croyons au contraire que

MM. Ordinaire, Lockroy et Naquet, subissent de graves mécomptes. M. Gambetta surtout est trop embarrassé de théories jacobines, trop gêné par le gros bagage de ses vaniteuses illusions, pour aborder les discussions essentielles, avec cette liberté d'esprit et avec cette précision du sens pratique qui seules, après tout, peuvent avoir raison des événements établis et consacrés par la tradition en matière politique. Quant à M. Naquet, à M. Lockroy, à M. Ordinaire, ce sont des utopistes criards, mais en somme esclaves de leurs chimères. Il est donc vraisemblable que le dernier mot de la session qui s'ouvre sera celui de la pièce de Shakespeare: 'Beaucoup de bruit pour rien'. Sans doute, nous assisterons à des séances orageuses et pittoresques. Sans doute nous verrons la gauche tomber M. Ricard et ébranler M. Dufaure, qui d'ailleurs résistera; sans doute M. Tirard, ce ciseleur sans ouvrage, abordera éternellement la grosse question diplomatique que soulève la représentation de la France auprès du Pape, sans doute d'autres personnages tout aussi compétents donneront leur avis sur le budget des cultes; mais en somme toutes ces tempêtes ne briseront pas même un roseau et ne déplaceront pas même un fétu. En somme, les réformes utopiques que l'on médite ne sont pas mures pour l'expérimentation, et le plus mauvais tour que l'on peut jouer à M. Gambetta, par exemple, serait de le mettre en demeure d'appliquer immédiatement son fameux système de Cédulas qui doit, prétend-il simplifier la transition du système fiscal actuel au système de l'avenir, et qui en réalité ne ferait que compliquer l'administration des finances et bouleverser les services publics.

En réalité, l'ensemble d'idées et de doctrines diverses et parfois même ennemies que l'on désigne sous cette dénomination de radicalisme, n'offre rien de concret, rien de coordonné pour la pratique. Ni M. Gambetta, ni M. Challemel-Lacour, ni M. Naquet ne portent dans leur tête la conception nette et vivante d'un régime politique armé de toutes pièces et qu'ils pourraient, le lendemain du jour où ils auraient pris possession du pouvoir, faire passer du domaine de l'imagination dans le domaine des actes de règne. Ils affichent bien la prétention de continuer l'œuvre des conventionnels; mais les conventionnels précisément avaient ce qui leur manque; ils avaient un idéal de Gouvernement qu'ils pouvaient substituer instantanément à un régime quelconque. Le régime Girondin comme le régime Jacobin avaient cette commune et terrible vertu. La mise en pratique n'en pouvait être ni bien longue ni difficile. Il est vraisemblable que le moment viendra où la démagogie en travail depuis quatre-vingts ans accouchera d'un système concret de gouvernement, c'est-à-dire d'une forme perfectionnée de la tyrannie. Mais ce moment est peut-être bien éloigné encore: en tout cas, il n'est pas venu. La presse de Paris s'attarde beau-

coup trop, ce nous semble, à épingler sur le texte de la dernière circulaire de M. Ricard. Certains journaux font remarquer judicieusement que M. le ministre de l'intérieur ne tend à rien moins qu'à supprimer la clause de révision inscrite formellement dans la constitution. Ils ont raison. Mais à quoi bon discuter les actes et les opinions de M. Ricard? Cette solennelle et redondante personification du centre gauche rentrera bientôt dans les limbes, où sommeillent les ministres médiocres, imposés par les circonstances, autrement dit dans le magasin d'accessoires politiques. Donnons lui bien plutôt un avantage de la paix et du bienfaisant oubli que l'avenir lui réserve. Le meurtre des consuls de France et d'Allemagne à Salonique, pourrait bien avoir pour effet de hâter le règlement définitif de la question d'Orient. Cet incident, en effet, a jeté une clarté sinistre sur les sentiments que nourrit la race turque, race intruse en Europe, race qui opprime sans droit et désormais sans raison, puisque la force lui fait défaut, des populations chrétiennes et autochtones, à l'égard des européens. Sous l'empire de l'indignation causée par cet événement, il est désormais à peu près certain que les conférences qui se préparent aborderont la question de principe, la question d'existence de l'empire turc.

CHRONIQUE

D'après une dépêche de Berlin du 7 mai, beaucoup de juifs ont été arrêtés par la police de Vienne, sur le soupçon d'appartenir aux sociétés révolutionnaires. Cette nouvelle attire d'autant plus l'attention que les juifs de la Pologne russe s'étaient jusqu'à présent tenus à l'écart des conspirations. M. Moulin, qui vient de succomber à Salonique, victime du fanatisme musulman, était âgé de 39 ans, et comptait déjà de longs services. Admis d'abord comme surnuméraire à la direction des consulats du ministère des affaires étrangères, il avait été attaché comme élève consul au consulat général de France à Tunis, dont la gestion lui fut plusieurs fois confiée. Il fut appelé, en 1866, au poste de Bona-Seraï, puis en 1869, à celui de Salonique. L'utilité de ses services dans ces deux résidences lui avait mérité, depuis plus d'une année, la première classe de son grade. M. Moulin avait précédemment obtenu la décoration de chevalier de la Légion d'Honneur. Il laisse au département des affaires étrangères les meilleurs souvenirs et d'unanimes regrets. Contrairement à ce qu'on avait dit, l'Union annonce que les commissaires chargés de l'enquête sur l'élection de M. le comte Albert de Mun, viennent de partir pour Pontivy. Ce sont MM. Bethmont, Turquet, Tiersot et Le Pomelec. M. le général Chanzy, gouverneur d'Algérie, est parti le 9 au matin d'Alger pour faire sa tournée dans la province d'Oran. Le Moniteur Universel prétend que plusieurs députés qui font partie de la gauche républicaine ont été reçus ces

jours derniers par M. le ministre de l'intérieur, et lui ont déclaré qu'ils désiraient vivement que le droit de grâce fut appliqué de la façon la plus large, mais qu'ils voteraient contre l'amnistie. Dans le conseil des ministres d'aujourd'hui, M. le duc Decazes a fourni des explications au cabinet sur l'affaire de Salonique. La part prise par les consuls, et surtout par le consul des Etats-Unis dans l'enlèvement de la jeune fille bulgare, n'est point encore nettement déterminée. Des dépêches de Constantinople annoncent l'arrestation des principaux coupables; on recherche activement les fugitifs. D'autre part, l'accord est parfait entre l'Allemagne et la France, et M. le duc Decazes a déclaré, au nom du gouvernement, que ces deux puissances tiendraient la main à ce que le châtiment infligé soit exemplaire. Le gouvernement turc s'est empressé, au surplus, de communiquer aux deux gouvernements, par voie télégraphique, le résultat des recherches et l'état de l'instruction. (Liberté.)

Le Château-Renaud, stationnaire à Beyruth, sur une dépêche pressante du chargé d'affaires de France à Salonique, est parti pour Smyrne, où il attendra les instructions. Le consul anglais a donné l'ordre au stationnaire anglais au Pirée, de se rendre incontinent à Salonique. C'est l'amiral Jaurès, sénateur, qui est parti avec l'escadre envoyée de France. (Temps.)

Les chancelliers des trois empires du Nord: le prince de Bismarck, le prince Gortschakoff et le comte Andrássy vont avoir, aujourd'hui mercredi 10 mai, une entrevue à Berlin. Chaque année, on le voit, les souverains ou les ministres des trois puissances se réunissent dans une ville ou dans une autre; chaque année, le télégraphe et les journaux entretiennent le public des entrevues devenues réellement périodiques des trois empereurs, ou des trois chancelliers. Peu s'en faut qu'on ne croie assister aux sessions régulières d'un Parlement. Chaque année aussi les feuilles républicaines de toutes les nuances s'évertuent à démontrer à leurs lecteurs que ces entrevues ne sont pas l'indice d'un accord intime entre trois grandes puissances monarchiques; que les souverains et les chancelliers des trois empires ne se réunissent que dans le but de chercher des distractions les uns auprès des autres; que l'on aurait bien tort de se préoccuper, dans notre pays, de ces rapprochements; qu'ils n'ont aucune signification politique; que la France républicaine reste toujours l'objet de la bienveillance et de la considération des trois empereurs; qu'ils n'auraient garde de former aucun plan, de prendre aucune résolution, sans consulter, au préalable, la diplomatie française. Ce sont là les illusions dont se rassaisent M. Decazes et M. Gambetta. Les faits montrent chaque jour, d'une manière surabondante, à quel point ces profonds politiques s'abusent eux-mêmes. Pendant qu'ils se complaisent dans leur optimisme, les gouvernements agissent, comme si la France avait complètement cessé de faire partie de ce qu'on appelle autrefois le concert européen. Le ministre des affaires étran-

gères en a eu la preuve dans deux occasions récentes, quand il a appris tout à coup, au moment où il s'y attendait le moins, la cession à l'Angleterre des actions du Canal de Suez, qui étaient la propriété du khédive, et la conclusion par les banquiers anglais de l'emprunt égyptien. L'entrevue des trois chancelliers est une preuve nouvelle de l'isolement qui nous est fait en ce moment. Il est bien clair que le prince de Bismarck, le prince Gortschakoff et le comte Andrássy ne se dérangent pas, pour le seul plaisir de s'asseoir à la même table pendant quelques jours, et de s'entretenir platoniquement, comme de simples particuliers et par manière de passe-temps, de la situation de l'Europe. Il n'y a pas à douter que des résolutions communes vont être arrêtées entre eux, à propos des complications de plus en plus graves qui surgissent en Orient. Quelles seront ces décisions, que le travail diplomatique des derniers mois a préparées? Nous n'avons pas la prétention de vouloir l'indiquer. Il faut s'attendre, nous n'en doutons pas, à entendre affirmer prochainement, peut-être même par les organes officiels des puissances intéressées, que l'entrevue de Berlin n'avait ni le but ni l'importance qu'on lui a attribuée; que les chancelliers se sont bornés à échanger quelques vues générales, mais qu'il n'y a pas eu d'entente proprement dite; que les déterminations à prendre éventuellement ont été réservées pour l'avenir. C'est le langage qu'on a toujours tenu en de semblables occasions. C'est ainsi que Napoléon III, tenu fort habilement en dehors de la diplomatie européenne, a pu s'illusionner jusqu'à la fin et s'imaginer, la veille même de sa chute, qu'il pouvait compter sur certaines alliances et que l'Autriche ou la Russie allait intervenir en sa faveur.

Aussi, ne peut-on voir sans une amère tristesse, le contraste que présente la France républicaine avec l'Europe monarchique. Pendant que les premiers ministres des trois grands empires se réunissent pour délibérer sans nous, pour décider peut-être du sort de la Turquie et régler la succession du sultan, que voyons-nous si nous ramenons les yeux sur la France? Un ministère pris dans une minorité, expression d'une coterie étroite et aveugle, dont tous les efforts ne tendent qu'à un but: s'assurer la possession du pouvoir et, pour y réussir, travaille avec un ardeur qu'aucune préoccupation nationale ne saurait distraire, à désorganiser l'administration, à la bouleverser de fond en comble, à jeter le désarroi dans les services et la confusion dans les esprits. Il ne s'agit pas pour la France républicaine de songer à reprendre jamais une part quelconque de son ancienne influence en Europe. De plus graves soucis remplissent l'esprit de nos hommes d'Etat. M. Say poursuit les amis de M. Buffet et pense à défendre son portefeuille contre les radicaux; M. le duc Decazes cherche des armes pour résister aux attaques que prépare M. Gambetta; M. Ricard est absorbé par les fatigues qu'il se donne pour déplacer les fonctionnaires qui ne lui paraissent pas assez souples et pour voir ses amis, ses parents ses créatures de préfectures et de sous-préfectures; que vient-on nous parler de la situation de l'Europe, de l'entente des trois empires, de l'entrevue des trois chancelliers, de la solu-

tion prochaine peut-être de la question d'Orient? Nous avons bien d'autres sujets de préoccupation: M. Ricard rendra-t-il enfin la lettre qu'il a prise à M. Fairé? Le mouvement préfectoral et sous-préfectoral sera-t-il bientôt complété? M. Dufaure se décidera-t-il à faire des révocations dans la magistrature? M. Decazes opérera-t-il quelques changements dans le personnel diplomatique? Voilà les objets qui priment, chez nous, l'attention de nos hommes d'Etat et du parti qui est, pour le moment, au pouvoir. Comment leur resterait-il du temps et de l'intelligence pour s'occuper de ce qui se passe en dehors de nos frontières? Les républicains se plaisent de temps à autre à établir, par des citations empruntées à la presse russe ou allemande, que les cabinets étrangers se félicitent de voir la France sous le régime de la République. La satisfaction de la diplomatie étrangère n'a rien qui doive nous surprendre; elle est bien naturelle. Il est certain que, si l'avènement des républicains doit être acclamé quelque part à l'unanimité, c'est dans le conseil où vont se trouver réunis le prince de Bismarck, le prince Gortschakoff et le comte Andrássy. C'est bien ce qui leur permet, en effet, de régler les affaires de l'Europe sans tenir compte de la France. (Gazette de France)

LETTRES DE PARIS

Correspondance particulière du Journal de Roubaix. Paris, le 9 mai. Le ministère peut comprendre aujourd'hui combien était grave la faute qu'il a commise en ne proposant pas à l'Assemblée de résoudre, il y a un mois, la question de l'amnistie. A défaut de la presse conservatrice, les journaux radicaux se chargeront de le convaincre, s'il en conservait encore quelque doute; voici ce que dit ce matin le Rappel: « Si, comme cela est malheureusement à craindre, les chambres ne comprennent pas cette fois la nécessité d'une grande loi de clémence, la question de la Commune restera posée, et la discussion, loin de se fermer, n'aura d'autre effet que de la rouvrir avec plus de retentissement. » Ainsi, la campagne en faveur de l'amnistie, interrompue au Parlement par la volonté des républicains eux-mêmes, puisqu'il y a au Parlement une majorité républicaine, recommencera dans la presse avec une nouvelle ardeur. Attendons-nous donc à assister à une énergique tentative de réhabilitation de la Commune. La note de l'Agence Havas, affirmant que MM. Ricard et Dufaure, n'ont pas cessé un instant de vivre dans le plus parfait accord, n'a convaincu ni les républicains ni les conservateurs. On ne peut pas oublier que M. Dufaure a vécu également avec M. Buffet, dans la plus complète entente, et l'on sait qu'il n'est point homme à changer d'opinion, je ne dis pas sur la question de forme gouvernementale qui lui est bien indifférente, mais sur les questions mêmes de gouvernement. Ainsi, l'on peut remarquer qu'il a résisté à toutes les sollicitations, à toutes les demandes de mutations et de révocations dans le personnel de son département que lui ont été adressées. Les notes de l'Agence Havas qui lui sont envoyées toutes rédigées du ministère

Feuilleton du Journal de Roubaix DU 11 MAI 1876. — 15 —

Chevaliers de l'écritoire

VI UNE LETTRE DE RECOMMANDATION. (Suite). Mais en France l'opium n'est pas défendu, et l'on trouve pour son argent du cannabis indica. Les jeunes gens revinrent lentement à leur. Leur cerveau épuisé ne gardait plus souvenir de la veille; ils rêlaient comme des mourants; leurs têtes pâlies penchaient sur des poitrines d'où s'échappait un son sifflant, pareil à celui des phalanges; et cependant tel est l'attrait du mal, la puissance de l'habitude, le goût de varier ses jouissances, fussent-elles homicides, que tous recommencèrent le lendemain. Pendant le jour, les mangeurs de haschich erraient dans les rues, pareils à des fantômes; et le soir, ces noctambules se réunissaient autour d'Ovide et prenaient leur dose de poison. Que l'on ne mette pas en doute ces faits étranges. Aujourd'hui, ce qui ne cause plus de sensations n'est bon à rien.

Nébulos fut bientôt l'un des plus fervents adeptes d'Ovide. Le caractère de sa poésie, la douceur de sa nature, ce je ne sais quoi de suave et de bon qui est la fleur de l'âme, valut à Nébulos les sympathies des mangeurs de haschich et des fumeurs d'opium. On l'accueillit à merveille, on lui ouvrit les colonnes d'un journal tout saturé d'orientalisme; puis Ovide, qui tenait à la vivante personification de son système, le proposa comme critique chargé des articles de bibliographie au recruteur des Chevaliers de l'Écritoire. Ajoutez aux personnages que nous connaissons un coulisier habile, sachant merveilleusement amorcer le public et lui faire accepter une combinaison ou une émission d'actions reposant sur des actions sociales et devant produire des dividendes fabuleux; un savant réclamant la faveur de donner, sous le titre: Variétés, des articles profonds, sinon faciles à comprendre; un apprenti littéraire en quête de nouvelles; un économiste propre à traiter les questions de panification; plus, quelques comparés dissimulés dans les bureaux, et vous aurez le Progressiste au complet. L'apparition de ce journal causa un bruit énorme. Si Jean de Falais était absolument inconnu, en revanche ses collaborateurs possédaient tous des noms que l'on citait à des titres divers. On cria bien haut que cette feuille ré-

pondait à un besoin du moment. On proclama qu'elle devenait l'organe de la pensée indépendante; que, dans ses colonnes seulement, la discussion s'établissait avec franchise; beaucoup de gens le crurent, et le journal entra partout. En outre, pour avoir l'air d'être une œuvre plutôt qu'une spéculation, il baissa ses prix d'abonnement, réduisit le tarif des annonces et des réclames, n'accepta que celles qui rentreraient dans le cadre de ses idées, et offrit une prime dépassant la valeur même du prix perçu pour l'envoi. C'était doublement habile. La prime allécha. Elle se composait d'ouvrages signés par des livres penseurs, et propagait de la sorte les doctrines de Jean de Falais. Il n'écrivait pas encore, lui. Le journal fondé, la machine mise en mouvement, Rumisard lança à pleines voiles sur l'océan du journalisme et tout triomphant de l'idée de son associé, Jean de Falais se mit au travail. Il ne voulait point vanter de vieilles idées, ni rajouter des utopies. A cet esprit malade, aigri, corrompu, il fallait un travail gigantesque, tout rempli du venin dont son cœur était gonflé; il ne se pressa pas. Il mûrit son plan. Quand il le sentit complet, vivant dans son cerveau, il se renferma chez lui, et ne quitta son bureau qu'aux heures où il donnait audience.

Pendant plusieurs mois, il disparut complètement de la maison du banquier. Celui-ci, débarrassé de son influence néfaste, reprit un peu et rentra doucement dans le sanctuaire de la famille. En dépit de l'association formée avec Jean de Falais, il se défiait toujours de celui qui avait été Robert Montbergier. Quelque chose lui disait que cet homme restait une menace vivante; que tout ce qu'il avait d'honneur et de fortune tomberait dans le gouffre creusé sous ses pas par le misérable. Le riche Rumisard restait, au fond, l'esclave de Falais, arrivé à Paris de la veille, et déjà maître d'une part de ce sol parisien que l'on se dispute pied à pied avec un acharnement mortel. Quand Albine voyait sur le front de son mari des tristesses sombres dont elle lui demandait doucement le secret, elle n'en obtenait que de vagues réponses qui doublaient son effroi. Elle le plaignait d'être malheureux, plus encore de se montrer faible. La pitié l'emportait souvent sur tout autre sentiment; elle tentait de lui rafraîchir le cœur et l'esprit en l'amenant entre Rémie, la douce et riieuse enfant, et Xavière, pâle et blonde, si belle malgré ses habits de deuil. Depuis que Jean de Falais, tout occupé de son œuvre, se retirait rue de La Bruyère, les dîners intimes avaient repris leurs cours chez le banquier. A ces réunions, il invitait souvent Gabriel Le-

fèvre, pour lequel il se sentait une sympathie réelle, et qu'il n'avait d'abord accueilli que pour satisfaire au souhait de Jean de Falais. Un matin, Gabriel revint à la maison de banque porteur d'une lettre pressante de recommandation. Un ami de Rumisard demandait, comme une faveur personnelle, l'admission d'un jeune homme dans la maison du boursier. Rumisard reçut d'une façon encourageante le protégé du comte de Puymonet et se souvint du prix que Jean de Falais attachait à cette recrue, il lui promit de le faire entrer dans ses bureaux avant huit jours. Quand Jean de Falais lut la lettre du comte, il partit d'un éclat de rire. — Il est un Dieu pour les entrepreneurs de journalisme, puisque M. de Puymonet l'envoie Gabriel Lefèvre recevoir la choie-là, accepte-le; si tu n'as point de place crées en une, mais qu'il entre à tout prix. A quoi nous sera-t-il bon? — A tout. Il a de l'esprit comme quarante et des convictions comme le personnel d'un couvent. Nous ne négligerons rien pour l'attirer à notre cause. Il ira loin; si nous ne voulons l'avoir contre nous, il faut le payer et le gagner. Il sera casé demain, dit Rumisard; du reste, il me plaît infiniment. — Tant mieux, tu auras moins de peine à jouer ton rôle. Quand Gabriel revint, M. Rumisard

lui annonça qu'il le prenait dans ses bureaux, au chiffre de trois mille francs d'appointements. — Mais, lui dit-il quand tous les arrangements de détails furent pris, je croyais que vous vous destiniez à la carrière des lettres. — Cela est vrai, Monsieur, répondit le jeune homme; et vous vous demandez peut-être si un poète, un critique, est bien ce qu'il faut, quand il s'agit d'alligner des chiffres! N'ayez aucune crainte à ce sujet, Monsieur. Du moment où je franchis le seuil de cette maison, je ne suis qu'un des secrétaires de votre bureau particulier, et je laisse loin derrière moi les souvenirs, les travaux qui m'ont occupé le matin et que je reprendrai dans la soirée. — Qui vous ont occupé le matin... vous savez que les bureaux ouvrent à dix heures? — Je me lève à quatre, Monsieur. — Et redevenu libre...? — Je reprends la littérature jusqu'à onze heures, quelquefois plus tard... Seulement l'une n'empêtera pas sur l'autre; je fais ce que je fais... — Avec une passion telle pour les lettres, je m'étonne que vous ayez le courage de vous astreindre à un labeur régulier. (A suivre.)